

16 février 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Investir ensemble, pour une nouvelle alliance entre l’Afrique et l’Europe.

Merci beaucoup Monsieur le président de la République du Sénégal, Monsieur le président en exercice de l’Union africaine, cher Macky SALL,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Monsieur le directeur général de l’Agence française de développement,
Mesdames et Messieurs les directrices et directeurs généraux de banques régionales de développement,
Monsieur le directeur exécutif de la SFI,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et ambassadrices,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je me retrouve parfaitement dans ce que le président Macky SALL vient de dire à l’instant, mais je voulais d’abord vraiment vous remercier de nous accueillir à Station F. D’abord parce que ça m’offre l’occasion de revenir. Ça faisait longtemps que je n’étais pas revenu moi-même et je suis heureux de vous retrouver tous ici, mais de retrouver beaucoup d’entrepreneuses aussi, d’entrepreneurs qui sont là dans ces lieux, qui vibrent d’énergie. Je le dis aussi, cher président, parce que dans ce lieu, qui est la plus grande pépinière de startups du monde, où il y a des programmes qui sont lancés, c’est véritablement le monde entier qui vient pour développer des activités à Paris. Et au moment où il se peut que vous entendiez des musiques qui vous signifieraient que la France voudrait se refermer et qu’elle préférerait finalement s’en sortir avec ses seuls talents - elle veut les former, les faire exceller, les faire réussir chez elle et à travers le monde - je veux aussi vous dire qu’on continue à être très fiers d’accueillir des talents du monde entier pour créer dans tous les domaines.

C’est une des beautés de la francophonie qui fait que nous, ici, on dit qu’à Station F on développe des « startups » et que vous ayez un ministre en charge de la délégation à « l’entrepreneuriat rapide ». Vous nous donnez des leçons à juste titre. Au fond, à la veille de notre sommet Union africaine-Union européenne, je voulais vraiment remercier l’ensemble de celles et ceux qui ont travaillé à vos côtés aujourd’hui et dont vous avez rapporté les travaux et qui vont nous permettre de nourrir l’agenda que nous avons quand même bâti ensemble depuis plusieurs années pour préparer ce sommet de demain et d’après-demain qui, pour moi, doit ouvrir une nouvelle ère. Et beaucoup des choses que vous venez de dire aujourd’hui vont être au cœur de nos travaux, car l’idée est bien de changer la philosophie, le logiciel profond de notre relation. Et je veux d’abord revenir sur ce point.

Il y a quelques jours, dans la revue Le Grand Continent, le professeur Achille MBEMBE, qui nous a beaucoup accompagné, qui malheureusement ne peut pas être avec nous aujourd’hui, mais je crois nous suit et que je salue amicalement, nous interpellait avec son style habituel que j’aime beaucoup, je le cite « il faut passer d’une approche techniciste et apolitique de l’aide publique au développement, à une nouvelle approche, celle qui permettra de redonner un sens, de construire un projet, un cap à une relation qui vivait dans le passé ». Et je crois que c’est ce qu’on essaie modestement de faire au niveau français, ce qu’on voudrait maintenant accélérer au niveau européen et ce qu’on veut faire tous ensemble, dans tous les domaines. Sortir d’une logique qui était un peu dans la continuation de nos habitudes, d’une relation qui était structurée par des représentations passées pour le meilleur ou pour le pire, par des outils qui s’étaient technicisés et retrouver la force du projet, le sens d’une action qui est construite, bâtie ensemble.

Lorsqu’à Ouagadougou, en novembre 2017, à la veille du précédent sommet Union africaine – Union européenne, j’essayais de lancer cette dynamique et ce cycle, je me souviens encore de l’atmosphère électrique de l’amphithéâtre KI ZERBO, et justement, des attentes qui étaient là, de l’ambition qui était portée par la jeunesse africaine et qui correspondait très bien à ce que les membres du Conseil présidentiel pour l’Afrique avaient pu me dire, eux à qui je dois tant. Dans un continent qui est si jeune, pourquoi nous entêter à utiliser des mots qui étaient connotés par le passé, à rester enfermés dans des catégories et au fond, à garder les mêmes catégories de regards et à ne pas crever les abcès qui existaient ?

Alors, on a essayé d’amorcer une rupture de ce logiciel de pensée et d’action avec l’Afrique. D’abord en affrontant certaines pesanteurs du passé, ce qui n’est jamais évident. Ça a été les actes de restitution du patrimoine africain, la réforme en profondeur de la gouvernance du franc CFA, la reconnaissance de notre

responsabilité au Rwanda, autant de verrous qui bloquaient l'émergence d'un nouvel imaginaire. Et ces engagements, ensuite, nous les avons tenus scrupuleusement, parfois au prix de débats internes difficiles, car ils venaient bousculer des partis pris et il nous fallait, en Afrique comme en Europe, nous confronter à ces derniers. Et nous l'avons fait parce que nous étions convaincus que ces gestes étaient justes, nécessaires et urgents, et au fond, que ces gestes n'enlevaient rien à personne. Simplement, ils nous redonnaient la possibilité de bâtir quelque chose ensemble et de regarder l'avenir. Et je suis très fier et je veux ici remercier l'ensemble des équipes qui l'ont fait et les parlementaires aussi, qui ont beaucoup travaillé, je suis fier qu'ils aient été conclus par une belle unanimité au travers du vote de notre représentation nationale sur la restitution au Sénégal du sabre El Hadj Omar Tall et au Bénin des 26 œuvres du trésor d'Abomey.

Nous avons aussi réinvesti des champs d'action dont nous nous étions éloignés, il faut bien le dire : l'éducation, en particulier, la scolarisation des jeunes filles, l'enseignement supérieur avec des approches nouvelles, dont le campus franco-sénégalais que vous avez évoqué est une formidable illustration. Nous qui sommes parmi les pays au monde qui accueillons le plus d'étudiants africains, nous n'avions que trop peu développé des projets partenariaux avec les universités africaines en Afrique. Et on a ensemble revisité en quelque sorte ce dogme qui consistait au fond à dire à la jeunesse africaine qui voulait accéder aux études supérieures : « nous avons des projets pour vous. Ils sont en Europe ». Et de permettre de bâtir des projets en Afrique, avec les Africains, en les cofinçant et en permettant de bâtir des trajectoires où toute la licence pouvait se faire, parfois plus proche de sa famille et de chez soi, où il y avait ensuite des partenariats, où le Master pouvait ensuite aller se faire en France, où des doctorats étaient construits entre plusieurs universités. Et je remercie l'ensemble des professeurs des universités qui se sont engagés dans ce projet.

La culture aussi a été remise au cœur de notre relation. Là aussi, en changeant le regard, le logiciel, avec la saison Africa 2020, qui grâce à la ténacité de N'Goné FALL, a fait mieux connaître aux Français l'exceptionnel trésor de créativité africaine contemporaine de Lagos, Luanda ou Nairobi. Et pendant des mois et des mois, dans les institutions de la France entière, nous avons eu des artistes contemporains africains qui ont créé, qui ont présenté leurs œuvres, qui sont venus les exposer, ce qui ne s'était jamais fait avec cette ampleur, avec cette vitalité et ce partage.

Nous avons aussi ouvert des champs nouveaux, directement en prise avec les attentes de la jeunesse la plus entreprenante du monde, comme vous l'avez parfaitement rapporté. Et grâce à l'initiative Choose Africa, nous avons déployé 3 milliards d'euros au bénéfice de 26 000 entreprises africaines et de plusieurs milliers de micro-entrepreneurs. Et je veux remercier le ministre Franck RIESTER, qui a lancé ce matin la communauté des entrepreneurs de France et d'Afrique qui va prolonger cette dynamique, de l'agriculture aux industries culturelles et créatives, pour donner justement cette impulsion.

Je veux aussi remercier les équipes de Digital Africa. Nous avons lancé Digital Africa dès le discours de Ouagadougou. On a eu des moments difficiles, autant se dire les choses franchement, qui étaient liés à la gouvernance, parfois à des malentendus qui se sont installés. Donc, on a eu des ratés. On a appris de ces ratés, et comme on dit dans le langage, on a pivoté le modèle et on a rebâti grâce à la force, à l'énergie des équipes qui ont eu cette intelligence. Et dans les semaines qui viennent, le fonds d'amorçage sera déployé au bénéfice des projets d'innovation des startups africaines, mais aussi des projets financés avec nos partenaires européens. Vous pouvez les applaudir parce qu'ils ont fait un travail formidable.

Et puis, dans la réinvention de cette nouvelle alliance, on a été aussi chercher des domaines qu'on laissait un peu de côté. Et je le dis après la victoire éclatante des Lions de la Téranga, cher Président, le sport fait partie de cet agenda. Et donc, en effet, nous avons décidé de réinvestir dans des projets qui d'ailleurs sont en lien avec à la fois l'éducation ou l'entrepreneuriat, on s'est mis à financer en partenariat des infrastructures sportives, des projets avec les fédérations africaines, européennes, internationales dans le football, dans le basket, dans de nombreux sports ; on a financé aussi des multiplexes, de la formation. Et tout ça contribue, on le sait ô combien, au rayonnement africain, et peut devenir aussi un de ses moteurs économiques, parce que c'est du développement de la jeunesse, c'est de l'éducation de la jeunesse, c'est de l'entrepreneuriat et c'est du développement aussi d'une industrie culturelle créative partout en Afrique, avec des potentiels extraordinaires. Et je sais, cher Rémy que l'AFD sera au rendez-vous sur ce sujet et que le basket africain a trouvé avec vous son meilleur coéquipier.

Et dans tous ces domaines, nous avons essayé aussi de réinventer la relation en donnant une place nouvelle à nos diasporas et à nos binationaux. C'est là où j'ai dit que c'est une conversion du regard dans la méthode et je veux ici saluer le travail de la ministre MORENO, son implication, saluer l'implication aussi de plusieurs de nos parlementaires, je pense au travail d'Hervé BERVILLE, à l'engagement de la députée Sira SYLLA, qui sont engagés aux côtés de nos diasporas parce que c'est aussi la manière dont la France doit se regarder elle-même. Nous avons des millions de binationaux à qui peut-être, pendant longtemps, on a expliqué : « devenez des bons Français » ; ce qui signifie en sous-titre « oubliez chaque jour d'où vous venez et qui vous êtes ». Non, devenez et soyez des Français parce que vous adhérez à la langue, aux valeurs, parce que la France est une histoire d'amour et d'adhésion. On vous demande de respecter les lois de la République, d'être pleinement là, de former vos enfants dans les lois de la République et d'y adhérer. Mais votre richesse est précisément cette

former vos enfants dans les lois de la République et à y adhérer. Mais votre richesse est précisément cette culture, cette famille, ce lien différent. Apportez-le aussi à la France pour nous aider à penser nos politiques avec l'Afrique.

Tout ça pour vous dire que depuis cinq ans, nous avons, je crois, commencé progressivement à convertir les regards, changer les pratiques, transformer notre approche ensemble avec des partenariats rebâtis et nous avons commencé à transformer en profondeur aussi nos modes de faire. Nous avons cessé de « faire pour », pour désormais « faire ensemble » et ceci à chaque étape importante. C'est le sens des batailles que nous avons menées. Par exemple, chez vous, cher président, pour le Partenariat mondial pour l'éducation, nous avons ensemble présidé la reconstitution du fonds, obtenu des résultats pour nous battre pour l'éducation des jeunes filles en Afrique. Au G7 de Biarritz, nous n'avons pas simplement invité à la dernière demi-heure les États africains, on a bâti ensemble l'agenda, les sherpas étaient là depuis le début et les États africains ont été là tout le long. Aux Nations Unies aussi et face aux chocs de la pandémie et de la Covid-19, nous avons construit une réponse en alliés, de manière inédite. Je me souviens encore de nos visioconférences et de nos échanges en mars et avril 2020 où l'initiative ACT-A a été une initiative entre l'Union africaine et son bureau, l'Union européenne et nous avons ensuite convaincu les membres du G20 d'endosser ce travail. Et nous avons ainsi bâti un agenda inédit, sanitaire et économique et je veux remercier toutes celles et ceux qui ont participé et en particulier Chrysoula, notre parlementaire européenne, qui s'est battue dès le début à nos côtés et qui joue un rôle tout particulier pour ACT-A aujourd'hui. Et c'est de la même manière que nous avons essayé de construire la réponse économique de sortie de crise en mai dernier, lors du Sommet pour les économies africaines et leur financement, j'y reviendrai dans un instant.

Jamais nous n'avons engagé autant de chantiers, jamais nous n'avons réuni autant de moyens et la France a fortement augmenté son engagement grâce à la loi dédiée à la lutte contre les inégalités mondiales qui a été portée à l'Assemblée par le député Hervé BERVILLE. Je veux ici saluer la mobilisation collective : le travail du ministre et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de toutes les équipes, l'ensemble des agents sur le terrain, toutes nos ambassades partout mobilisées, nos opérateurs, le groupe AFD, bien sûr, mais également l'Institut français, Business France, la BPI et tous nos concitoyens aussi des organisations non-gouvernementales et associations en première ligne qui nous ont aidés à faire ce changement de modèle et à pousser à ce réinvestissement unique. Merci infiniment.

Et donc, vous le voyez, actions nouvelles, changement de méthode, tout ça maintenant, il nous faut le traduire à l'échelle du continent et bâtir une alliance entre l'Afrique et l'Europe nouvelle. Et c'est pour moi l'objectif de notre sommet de demain et d'après-demain, c'est-à-dire réussir à faire cette conversion dans la méthode, retrouver des dispositifs plus efficaces, cette culture du projet, du respect, du partenariat d'égal à égal et du « faire avec » les autres. Et je suis moi convaincu que nous arriverons à retrouver le sel de ce que nous exprimons aujourd'hui et ce point de connexion entre les deux continents.

Je voudrais terminer avec quelques mots pour aller plus loin et essayer sur la base de ce que vous avez dit à l'instant, sur deux ou trois points, de dire comment je vois les choses. En effet, à Montpellier, le 8 octobre dernier, nous avons décidé, dans la poursuite de ces travaux et de ce changement profond, d'avoir un sommet un peu inédit entre l'Afrique et la France, qui était un sommet non pas avec les chefs d'Etat et de gouvernement, mais avec la société civile. Alors, ça a un peu bousculé tout le monde. Ça a contrarié parfois les chefs d'Etat qui ont dit « vous invitez des opposants, la jeunesse », cette jeunesse agitée qu'on évoquait tout à l'heure avec le ministre en plaisantant. Ça a parfois bousculé nos habitudes parce que des gens disent « ils interpellent le président de la République française, des ministres, ils viennent dire les choses ». Moi, j'ai été très directement interpellé, je vous rassure, mais j'ai trouvé ça formidable parce que ça a libéré énormément de choses qui étaient parfois des non-dits. Il y a une forme de catharsis collective qui s'est faite lors de Montpellier.

Et ce format direct a permis, je crois, je l'espère en tout cas, de bâtir une forme de confiance dont nous devons tous ensemble sortir plus forts et plus grands. Il y a eu quelques éléments qui ont été dits. Le premier, les mots, employer les mots justes. À Montpellier, j'ai été interpellé sur les mots qui blessent, les mots qui pèsent. Et on nous a reproché les mots d' « aide » et le mot de « développement ». Alors j'ai dit nous, on parle maintenant de « finance en commun », on parle d' « investissements solidaires », mais très clairement j'ai senti que l' « aide au développement » ça ne passait plus et que la jeunesse africaine disait « mais nous, on ne veut pas d'aide et on n'a pas besoin d'être développés. » Et je comprends. Je le disais, pour nous, ces mots qui étaient synonymes de solidarité, de fraternité, on a alors perçu qu'ils étaient vus comme surplomb, arrogance. Alors en réponse à cela, l'Agence française de développement a engagé un large processus de consultation pour repenser pas simplement son propre nom, comme je m'y étais engagé à Montpellier, mais plus généralement la sémantique du développement, ce qui permet de faire cette finance en commun, ses instruments, sa grammaire. Sur la base de ces consultations, les ministères de tutelle de l'agence, en travaillant avec elle, mais également l'ensemble des parties prenantes ici rassemblées, nos banques régionales, les organisations internationales aussi sont mobilisées, je souhaite que dans les prochaines semaines nous puissions parachever ses travaux pour avoir des propositions concrètes et décider. Et la présence aujourd'hui de la Banque africaine de développement, de la Banque ouest africaine de développement montre d'ailleurs combien

ce sujet est peut-être plus complexe qu'il n'y paraît et que peut-être le travail qu'on fait est précurseur d'autres travaux qui viendront. Mais que derrière ça, plus que les mots, c'est un travail sur la méthode qui est demandé et qui est au fond de continuer ce « faire avec » que nous avons conçu et commencé.

Le deuxième élément, on a été interpellé sur les questions de défense. Ça, on en parlera ensemble et j'aurai à m'exprimer demain. Mais j'ai entendu ce qui m'a été dit par la jeunesse africaine.

Troisième élément, on nous a interpellé sur les questions de financement. Et là, je voudrais dire quelques mots en réponse à ce que vous avez dit, ce qui a été travaillé par les équipes et ce que le président a dit tout à l'heure. Nous sommes à un moment absolument clé pour l'Afrique parce que l'Afrique est en train de sortir, je l'espère comme nous tous, de cette pandémie, mais dans une situation très différente. Le choc sanitaire n'a pas été tout à fait le même, sauf que parce que l'Afrique est plus jeune, parce que c'est moins mesuré, parce que les opinions publiques ne sont pas forcément aussi sensibles. Mais nous avons vu à ce moment-là les limites de notre solidarité collective quand il y avait urgence, les insuffisances de la production en Afrique de vaccins, et ça on va essayer de le régler lors du Sommet mais on a commencé ensemble au printemps dernier, et on a vu surtout qu'on avait trop collectivement abandonné le soutien au système de santé primaire dans beaucoup de pays d'Afrique. Et ça, on ne doit pas l'oublier en sortie de crise.

Mais surtout, c'est un choc économique et financier inégalé pour le continent africain ce Covid. Parce qu'il a conduit à fermer des sociétés très jeunes, qui ont besoin de communiquer au sein du continent avec le reste du monde et d'être ouvertes. Les chiffres sont toujours à revoir, mais il y a quelques mois encore la Banque mondiale donnait le chiffre d'au moins 300 milliards de dollars sur la période 2020-2025 de besoins de financement supplémentaires de sortie de crise, 300 milliards de dollars. C'est sans doute davantage si on est honnête avec nous-mêmes. Et cela même dans une période où on demande au continent africain d'aller plus vite sur la transition énergétique et climatique et où le continent africain a, lui, à vivre une transition démographique inédite. Parce qu'il a cette jeunesse qui est une opportunité extraordinaire, mais qui suppose d'investir beaucoup plus dans l'éducation, dans la formation continue et dans la création d'opportunités économiques. C'est un défi qu'aucune autre région n'a à vivre avec cette force.

Donc, en effet, ce qu'on a décidé de faire en mai dernier, c'est de dire « on endosse les émissions de droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international », 650 milliards. Formidable. Si on applique le plan de répartition, ça veut dire 33 milliards pour l'Afrique. On est loin. Nous, nous avons pris l'engagement de dire « on va réallouer nos droits jusqu'à 20 % pour obtenir 100 milliards pour l'Afrique. » Nous devons absolument finaliser la part d'efforts européens dans les deux prochains jours. La France va confirmer officiellement sa réallocation de 20% et nous allons mettre la pression sur tous les collègues. Une fois qu'on a dit ça, c'est au moins 100 milliards, mais on doit aller beaucoup plus loin. Notre deuxième objectif, pardon, il semble un peu technique mais c'est d'utiliser cet argent pour qu'il puisse aller vers les banques régionales de développement, pour que cela fasse levier. Et donc, on doit trouver le chemin technique dans les 48 heures qui viennent, je sais qu'on y arrivera avec la Banque centrale européenne, avec nos banques régionales de développement, et je salue la BERD et la BEI ici présentes, avec aussi, le FMI et sa capacité d'innovation pour trouver les bons chemins.

Et puis après, vous l'avez dit, président, vous l'avez dit monsieur le ministre, il faut que ça arrive sur le terrain. Et au fond, je voudrais juste qualifier deux catégories d'investissements avec des règles très différentes, mais c'est notre défi pour les prochaines années. Nous allons devoir accélérer très fortement sur les grandes infrastructures solitaires et durables. Sur ça, l'objectif qu'on doit se donner avec le sommet Union africaine et Union européenne - je crois qu'on y arrivera, je l'espère, on va se battre - c'est d'avoir une liste de très grands projets, qui correspondent à ce que vous avez cité, écrite en dur. Pas des mots, des projets, sur lesquels l'Europe va s'engager pour avoir des grands projets d'infrastructure, de construction, de systèmes énergétiques et pour accompagner concrètement. Donc ça, c'est l'investissement, infrastructures durables, où on mobilise ces canaux de financement et on aide des Etats, des régions, des communautés, parfois des villes, à bâtir ce dont elles ont besoin pour le transport urbain, pour permettre justement le déploiement d'énergies renouvelables, pour permettre de l'assainissement d'eau, pour permettre des projets de ce type qui sont très chers ou il faut un cadre, où il faut des maturités assez longues. Et donc là, nous allons avancer.

Il y a un deuxième défi pour que l'argent arrive sur le terrain, c'est ce que vous avez très bien dit, c'est l'investissement sur l'entrepreneuriat et les jeunes. La SFI joue un rôle extraordinaire en la matière. On a mobilisé et lancé cette initiative pour l'entrepreneuriat africain en mai dernier. Et donc, on va continuer et renforcer. Mais le défi, et tous les entrepreneurs qui sont là le savent, quel est-il ? C'est qu'on parle à chaque fois de projets qui sont relativement, par définition, réduits. Donc, ils sont portés par des gens qui ne sont pas connus par les systèmes. Ils sont portés par des gens qui, par définition, ne sont pas dans des grandes entreprises, par des gens qui prennent des risques, qui donc parfois ont déjà échoué, ou pour lesquels ce sont parfois les premiers projets. Ils sortent en effet de l'économie informelle. Ils n'ont pas de solidarité financière derrière eux, ils n'ont pas de réseau relationnel. C'est déjà très dur dans les économies très développées et très riches comme la nôtre. C'est pour ça qu'on a mis beaucoup de temps à aider cet entrepreneuriat et notre

système est encore imparfait. C'est extrêmement difficile dans les économies qui sont des pays pauvres ou des pays en voie de développement. Et le défi qui est le nôtre, c'est que nous avons construit des infrastructures financières qui sont faites pour les grands projets ou les projets étatiques. Mais il nous faut trouver les capteurs de projets sur le terrain et la manière de soutenir des projets dont la nature de risques et de financements est très différente. C'est ça le défi qui est le nôtre. C'est aussi un défi organisationnel. C'est celui qu'on a en matière de biodiversité quand on lance le projet de Grande Muraille verte. La Grande Muraille verte, dans 13 pays, ce sont des dizaines de milliers de petits projets agricoles. Et donc, le défi qui est le nôtre, c'est de savoir comment l'entrepreneuse ou l'entrepreneur qui a un projet agricole, qui a un projet de startup dans le numérique, qui a un projet d'éducation ou autre, un projet artisanal, va trouver les milliards d'euros qu'on a annoncés dans un bureau à Abidjan, à Dakar, à Bruxelles ou à Paris, qui sont structurés par des canaux qui ne le connaissent pas forcément et qui ne connaissent que des acteurs institutionnels. C'est pourquoi on a besoin d'initiatives comme la vôtre, comme votre délégation générale. Et c'est pour ça qu'on a besoin de plusieurs types d'innovations.

Premièrement, innovation organisationnelle sur le terrain. Des banques régionales africaines, des gouvernements et des collectivités publiques africaines et de nous, dans nos réseaux, de sortir de nos relations, de nos acteurs, de nos interlocuteurs habituels pour aller tous chercher les projets les plus fragiles : les jeunes, les femmes, les actrices et les acteurs de cette économie informelle africaine dont vous avez si bien parlé. Nous organiser différemment. Et deuxième chose, il faut d'autres types de financements. Quand on parle de financer des entrepreneurs, ce n'est pas du tout des grands projets de subventions, de prêts concessionnels comme on le fait pour l'infrastructure durable. C'est de l'amorçage, c'est d'accompagnement. C'est parfois un peu de financement et comme c'est fait ici d'ailleurs, du mentorat, du tutorat, de l'accompagnement technique, de l'accompagnement de projet. Ça va être également la capacité à avoir des réseaux et entrer dans du relationnel, donc c'est très différent. Et surtout, ce n'est pas que du financement public, c'est aller mobiliser des dizaines voire des centaines de milliards d'euros de financement privé, mais parce qu'on aura positionné le financement public au bon endroit. Quel est le bon endroit ? C'est de prendre la part de risque que les acteurs privés ne veulent pas prendre. Et je veux insister sur ce point parce que sinon, il sera la source de malentendus à venir. Nous, les chefs d'Etat et de Gouvernement, on adore dire qu'on va mettre X milliards, évidemment, parce qu'on dit qu'on est très ambitieux, on compare nos milliards, mais c'est beaucoup plus important que l'argent arrive chez vous. C'est pour ça, qu'il vaut mieux présenter des projets. On disait tout à l'heure en plaisantant, moi, j'ai dans beaucoup de pays, vendu des écoles 42 auxquelles je ne peux rien. Elles ne sont pas faites par moi, elles sont faites par des entrepreneurs et je le dis ici avec beaucoup d'amitié. Parce que quand c'est rentable, les entrepreneurs peuvent le faire. Et nous, on a simplement besoin d'apporter de l'accompagnement ou l'amorçage. C'est cette logique qu'il nous faut trouver sur beaucoup de projets de financement de l'entrepreneuriat sur le continent africain. Et donc, il nous faut construire dans différents secteurs avec vous des fonds de garantie, des fonds qui vont couvrir les premières pertes. Et il faut en quelque sorte, dans certains cas, couvrir la part de risque-pays qui est le différentiel entre tel Etat africain et tel Etat européen et couvrir la part de risque que le secteur donc privé ne veut pas prendre, mais pas plus.

Et vous verrez qu'après, on arrivera à mobiliser énormément d'acteurs institutionnels. Pourquoi ? Parce que moi, je regarde les asset managers, les fonds du monde entier. Nous sommes à un moment de l'économie mondiale où il n'y a jamais eu autant de liquidités, de financements privés. Les gens partout cherchent comment investir. Et ils cherchent de la rémunération. Et ils surinvestissent parfois en créant des bulles dans les économies développées dans des secteurs, à mon avis, où ils vont sur rémunérés de la valeur qui n'est pas totalement créée. Si on sait construire le cadre où on prend la part du risque qu'ils ne comprennent pas ou qu'ils ne veulent pas porter, on va mobiliser des dizaines, des centaines de milliards d'argent privé venant du monde entier, sur le continent africain. Et là, on sera allé au bout de la logique. Là, on sera allé au bout de la logique qui est que ce n'est pas de l'aide, c'est bien de l'investissement. Il faut prendre une part qui, elle, peut être solidaire, on choisit le nom, mais derrière, ce sera d'investissement totalement rentable. Et donc, c'est ça qu'il nous faut construire, en effet, le public prend sa part, le privé prend sa part, mais on doit changer cette logique.

Dernier mot et quatrième remarque dans cette suite que je voulais évoquer, c'est notre posture, notre positionnement. Longtemps, la France a pu soutenir des régimes au pouvoir ou des ambitions individuelles. Longtemps, notre défense de la démocratie se réduisait à soutenir aussi des processus électoraux qui ont achevé de discréditer un modèle qui n'apportait pas les améliorations espérées par les populations. C'est un défi d'ailleurs pour tous les Occidentaux en Afrique, c'est un défi en particulier pour la France en raison de son passé colonial et je crois que c'est en train de devenir un défi pour l'Afrique elle-même. Mais au fond, on reprochait parfois un peu tout et son contraire à la France, c'est-à-dire qu'on lui disait dès que la France parlait de démocratie « vous n'avez pas à nous donner des leçons de démocratie depuis votre pays ». Sur le nombre de mandats et autres. Et dès que la France venait soutenir un régime tel ou tel qui n'avait pas respecté tous les standards, on leur disait « vous venez soutenir des régimes qui ne sont pas démocratiques ». On perdait à tous les coups. Ça peut arriver encore, je vous rassure.

Donc, c'est une question très difficile. Pourquoi ? D'abord parce que les démocraties vivent une crise et elles le vivent en Occident. Il faut être lucide. Ensuite, parce que le système démocratique est en train, sur le plan

mon en Occident, mais des régions africaines, parce que le système démocratique est en train, sur le plan universel, de vivre lui aussi une crise. C'est qu'on voit bien que nous avons des puissances autoritaires qui se développent économiquement, d'autres puissances autoritaires régionales qui sont en train d'installer ce qu'on appelle aujourd'hui un narratif, un récit, consistant à dire que la démocratie c'est un ensemble de valeurs à vocation régionale, mais il y a peut-être d'autres modèles d'organisation politique qui peuvent prévaloir dans le monde. Moi, je pense que c'est très dangereux, cette voie. Et donc, l'Afrique va être un théâtre d'influence sur ce sujet dans les années à venir. Je vous le dis en toute franchise, c'est-à-dire qu'il va y avoir des gens qui iront voir les putschistes ou les régimes autoritaires en leur disant « n'écoutez plus les donneurs de leçons. J'arrive, j'ai mes solutions de financement, je vais vous aider, vous allez réussir. Ayons l'autoritarisme heureux ». Peut-être que ça marchera d'ailleurs, on va essayer de convaincre les gens. Et d'autres gens iront vous dire « regardez ces démocraties qui vivent des crises, c'est compliqué. » Et donc vous allez avoir - et je le dis devant un ami dans un pays démocratique, qui a vécu des alternances, le président Macky SALL est le fruit d'une alternance politique - je pense que les années, les décennies à venir seront fondamentales à cet égard. Je pense que la solution n'est pas du tout dans une autre région qu'en Afrique. Mais je pense que nous avons tous à essayer de continuer à bâtir, à réinventer nos pratiques démocratiques. Et au fond, qu'est-ce que c'est ? C'est de savoir comment le peuple, sous des processus et des formes qu'il se donne, décide pour lui-même de son avenir en respectant toutes ses composantes et ses parties prenantes, et se donne des règles, des rites qui font que l'on peut décider, toutes les parties étant respectées y compris lorsqu'elles ne sont pas majoritaires et qu'il y a des moments réguliers qui peuvent permettre des alternances et donc des changements, que c'est le peuple, par ces truchements, qui se dote de ses lois, de ses règles et qui choisit son destin. On voit bien que nous aurons beaucoup de pratiques à réinventer partout, en France aussi. Je le dis avec beaucoup d'humilité. Mais l'Afrique, ce sera un sujet immense, surtout dans un continent où la jeunesse a un tel besoin de participer à son avenir et où cette jeunesse, qui est une première dans l'histoire de l'humanité, est connectée au reste du monde, donc elle sait ce qui se fait ailleurs. Elle sait ce à quoi elle a le droit. Elle sait ce qu'elle peut prétendre. Elle sait ce que sa voix apporte.

La contribution modeste que la France entend apporter, c'est une pierre que je mets sur le chemin que nous aurons à bâtir ensemble. C'est d'essayer sur la base des propositions qui ont été faites à Montpellier, la base du travail d'Achille MBEMBE, de lancer ce fonds d'innovation pour la démocratie. Et donc, nous l'avons décidé, il sera financé. A Montpellier, nous avons réuni pendant une journée une centaine d'acteurs africains et français engagés sur les questions de citoyenneté, de démocratie locale, d'innovation sociale, de liberté d'expression. Ce sont des citoyens comme eux, c'est-à-dire des militants associatifs, des blogueurs, des entrepreneurs sociaux, des chercheurs, des intellectuels, des artistes, des acteurs de syndicats ou de partis politiques qui auront à bâtir la démocratie africaine. Et ce sont eux que le fonds permettra d'accompagner, de faire travailler ensemble et de connecter. Plus qu'un instrument de financement de projets ou un vecteur d'appui à des ambitions personnelles, ce fonds sera à la fois un laboratoire et un outil de mise en réseau inédit de ces acteurs. Et donc, nous lancerons un programme pilote dans les prochaines semaines associant les participants du sommet de Montpellier engagés sur ces questions. Et ce sera le début de ce dialogue qu'on souhaiterait pouvoir nouer et de cette pierre, en tout cas, que la France souhaite apporter à l'édifice une fois dites, toutes les convictions que je viens de partager avec vous.

Voilà, mesdames et messieurs, chers présidents, ce que je voulais partager avec vous en vous ayant écouté un instant et puis en essayant de redonner un peu de la cohérence sur ce qu'on fait depuis cinq ans sur ce sujet. Oui, je crois dans une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe. J'y crois parce que j'aime l'Afrique. J'aime sa jeunesse, sa force, sa créativité, son esprit d'entreprise et je pense que l'Afrique a une contribution inédite à apporter au reste du monde dans les années qui viennent et qu'elle apportera des solutions qui nous inspireront. Et je pense que nous sommes à un point d'inflexion où l'Afrique, que beaucoup ont regardé comme un endroit qu'il fallait en effet aider ou où l'on devait exporter les solutions d'ailleurs, est en train de devenir - elle l'a été en fait de manière formidable, mais on ne voulait pas le voir dans beaucoup de domaines - mais dans tous les domaines que j'ai cités, elle sera de plus en plus un continent qui apportera des solutions, sa force, sa contribution.

Je crois dans cette alliance parce que je pense que l'Europe du XXI^{ème} siècle ne peut pas se construire sans cette alliance et ce partenariat renouvelé avec son voisinage direct qu'est le continent africain. Et je le dis, il est normal que l'Afrique regarde tous ses partenaires en voulant les regarder de manière égale. On a tous cette préoccupation quand on fait la même chose avec le reste du monde. Je dis simplement, nous sommes les enfants de la mer Méditerranée. Mare Nostrum, c'est le foyer de notre civilisation. Cette mer Méditerranée, c'est le cordon ombilical entre l'Afrique et l'Europe. Et donc, nous, nous avons une relation très particulière, qu'on le veuille ou non, c'est que ces deux continents sont liés de mémoire, de civilisation et ne peuvent pas construire les siècles qui viennent l'un sans l'autre. Et donc, oui, l'Europe du XXI^{ème} siècle sera une Europe qui se pensera avec le continent africain. C'est une évidence.

Et puis, la dernière chose, c'est que quand bien même il se pourrait que des gens en doutent en Europe ou en France, ça peut arriver. Ils ne pourront réussir s'ils n'aident pas l'Afrique à réussir, même s'ils ne croient pas à tout cela, même s'ils n'aiment pas l'Afrique, s'ils ne croient pas dans l'Afrique, même s'ils ne croient pas à la solidarité, leurs intérêts, leurs intérêts égoïstes, c'est que l'Afrique réussisse pour les raisons qu'a évoquées le

président Macky SALL. Parce que si l'Afrique ne réussit pas, je peux vous dire une chose, l'Europe échouera. Les nationalismes triompheront, les conflits migratoires se multiplieront et les herses se redresseront. Moi, je ne veux pas de ce projet politique. Vous l'avez compris.

Donc, pour toutes ces raisons, revisitant un slogan bien connu, mais qui avait été utilisé en d'autres temps dans d'autres contextes, there is no alternative. On n'a pas le choix. On n'a pas le choix, nous allons le faire et nous allons bâtir ensemble cette nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe. Merci à tous.